



# CONTRE LES « ORDONNANCES » ET LES RECULS SOCIAUX XXL DE MACRON

**TOUS ET TOUTES EN GRÈVE ET DANS LES MANIFESTATIONS LE 12 SEPTEMBRE!**

Le 12 septembre, la CGT et de l'Union Syndicale Solidaires, appellent les salariéEs de tous les secteurs professionnels, dans tout le pays, à faire grève et à manifester contre les « ordonnances » Macron. Dans de nombreux départements, d'autres forces syndicales les ont rejointes. Le NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste) soutient cette mobilisation.

## Réagir vite, car l'heure est grave.

A la sauvette, en quelques semaines, Macron et son gouvernement espèrent profiter de l'effet de surprise, pour achever la destruction du code du travail entamée par la « loi travail » en 2016. En utilisant la procédure anti démocratique des ordonnances, ils tentent d'éviter toute discussion publique, et toute mobilisation.

Les ordonnances Macron, c'est le projet du MEDEF: le retour au « patronat de droit divin », seul maître à bord face à des salariés sans droits. Dans chaque entreprise, l'employeur pourrait aisément modifier le contrat de travail, les règles de rémunération, d'embauche, de licenciement, les conditions de travail. Le contrat à durée indéterminée deviendrait l'exception, la représentation des salariés serait affaiblie, les licenciements grandement facilités. Le « choix » serait entre la précarité, au bon vouloir du patron...ou le chômage .

## Dans le public et le privé, la santé et l'action sociale, nous sommes toutes et tous concernés.

Dans les cliniques et le secteur social privé, les conséquences des ordonnances seraient immédiates. Les employeurs ont déjà laminé les conventions collectives. Ils auraient désormais les mains

totallement libres, dans chaque établissement, pour réduire les salaires, précariser les emplois, licencier, casser les droits syndicaux.

Macron et son gouvernement voudraient faire croire que les salariés du secteur public ne sont pas concernés. Il faudrait être bien naïf pour les croire.

Pendant sa campagne, Macron a ouvertement annoncé sa volonté d'instaurer « l'autonomie » des hôpitaux et établissements publics, c'est-à-dire de les faire fonctionner comme des établissements privés . Il n'a pas caché son souhait d'en finir avec le statut de la fonction publique qui impose partout les mêmes conditions d'embauche, de déroulement de carrière et de rémunération de conditions de travail. Dès aujourd'hui les attaques contre les droits et militantEs syndicaux se multiplient comme au CHU de Toulouse.

En réalité, le gouvernement veut commencer par casser les droits des salariés du secteur privé, pour ensuite au nom de « l'équité » imposer les mêmes reculs à ceux du public. Ne nous laissons pas diviser : public privé, nous sommes dans la même galère et c'est ensemble que nous devons nous mobiliser pour rejeter les ordonnances. Elles ne sont qu'un début !

**PRENDRE CONTACT AVEC LE NPA**

*Vous avez entre les mains le bulletin des militant-e-s du NPA travaillant dans le secteur santé-sécu-social. Pour participer à son écriture, ou à sa distribution, pour réagir ou prendre contact avec le NPA, une seule adresse :*

**[npa-secu-sante-social@orange.fr](mailto:npa-secu-sante-social@orange.fr)**



## **Stopper l'offensive Macron, maintenant !**

Alors qu'il exonère davantage les patrons de cotisations sociales et multiplie les cadeaux fiscaux aux plus riches, le pouvoir annonce:

- Un rabotage des Aides Personnalisées au Logement
- La poursuite du gel du point d'indice des fonctionnaires (c'est-à-dire la poursuite du blocage des salaires dans la fonction publique)
- Une « économie » de 15 milliards en 5 ans sur les dépenses d'Assurance Maladie : c'est-à-dire des budgets encore en baisse pour les établissements hospitaliers. Qui peut croire que les effectifs de personnel seront maintenus, si les établissements n'ont pas les moyens de payer leurs employés ?
- L'augmentation de la CSG, avec pour conséquence une nouvelle baisse du pouvoir d'achat pour les fonctionnaires et les retraités
- Une nouvelle réforme des retraites, sur le modèle suédois ou italien, qui ne garantirait plus le niveau des pensions d'une année sur l'autre et aboutirait à une baisse considérable des pensions.
- Une réforme de l'assurance chômage, qui obligerait les chômeurs à accepter n'importe quel emploi précaire et mal payé et transformerait, de fait l'indemnisation du chômage en « RSA pour tous ».

## **Répondre à la hauteur des enjeux, construire dès maintenant dans les luttes une alternative politique à Macron.**

ChacunE le sait, pour mettre en échec les ordonnances et tous les projets de destruction sociale de Macron,

le 12 Septembre ne peut être que le début d'une lutte déterminée.

Il faudra frapper ensemble et beaucoup plus fort, coordonner la mobilisation, jusqu'au retrait complet des projets gouvernementaux. Pour cela, le regroupement, la coordination unitaire des équipes syndicales, et des militantEs déterminés à mener cette lutte est une nécessité. Le « front social » actuellement en constitution est un outil pour y parvenir.

Mais, si l'on ne veut pas que la seule solution face à Macron, ce soit la vieille droite, la vieille gauche ou.... le Front National, c'est aussi une alternative politique, qui doit se construire, comme cela avait commencé lors des « nuits debout »

Cela ne viendra pas d'un parlement dominé par les députés godillots de la France en Marche, ni d'un seul homme ou d'un seul parti. Cela doit être la création collective de toutes celles et ceux qui se mobilisent et veulent qu'enfin la société soit au service des 99% qui produisent les richesses et non des 1% qui les exploitent. Le NPA y mettra toutes ses forces..

